

Les harmoniques fondamentales des actions de « développement »

Jaffré Y., Henry A., Schantz C., Gaulme F., de Viry M.

Notre regard est critique, mais disons-le simplement sur le mode d'un utile proverbe. Nous ne souhaitons pas jeter l'eau du bain de ces difficultés avec les aspects vivants et utiles d'une préoccupation de l'autre, d'une volonté de justice ou des prémisses d'une gouvernance mondialisée. Nommer les travers des programmes de développement n'est pas ici synonyme d'une condamnation des buts éthiques poursuivis ou des actions réalisées dans des situations souvent complexes.

Par ailleurs, une histoire contre factuelle montrerait aisément que le pire aurait pu se produire sans certains soutiens agricoles, financiers, ou certaines campagnes sanitaires.

Cependant, loin d'être une réalité simple, le « développement » n'est qu'une des nouvelles figures de la mondialisation – une sorte de dispositif social mondialisé - et c'est ainsi que l'on doit l'analyser et que l'on peut aussi au mieux l'envisager et tâcher d'en améliorer et d'en complexifier le fonctionnement.

Par ailleurs, il est difficile – et sans doute impossible - de définir ce que serait « le développement ». Plus qu'un concept précis, ce terme recouvre un ensemble de changements sociaux.

Au Sud, il s'agit, avant tout, des liens entre un ensemble de mutations sociales (urbanisation, brassages socioculturels, accès à de multiples informations...), de transitions épidémiologique-démographiques (augmentation variable des durées de vies, réduction des pathologies infectieuses et augmentation des maladies « de civilisation »), et une aspiration – tout au moins des « élites du Sud » à participer « à la marche du monde ». Au Nord, outre des échanges économiques allant s'accroissant et le très important « *go between* » culturel et monétaire des diasporas, ce terme recouvre une façon contemporaine de se représenter le temps et des modalités de rencontre des sociétés : une confuse eschatologie largement ordonnée par l'impact de diverses dimensions technico-économiques et où le présent des sociétés industrialisées représenterait le futur des « tiers mondes ». Comme souvent, les discours idéologiques peinent à dire et analyser le monde qu'ils sont supposés subsumer.

Cependant si cette utopie – peut être nécessaire ? - d'une accélération ordonnée, cohérente et harmonieuse des divers secteurs sociaux, économiques et productifs d'une société est sans aucun doute naïve, elle est aussi « concrète » puisque des institutions de « développement » existent ainsi que les programmes que de multiples agences secrètent.

Ces institutions « de développement » et leurs multiples relais nationaux et locaux (ONGs, associations, etc.) sont devenus des acteurs locaux à part entière dans bien des pays, prenant en charge certains pans de l'économie, de l'agriculture ou de l'industrie, et le plus souvent œuvrant, sous les auspices d'un *care* généralisé, à la façon d'un ministère des « affaires sociales mondialisées » (UNICEF, UNFPA...).

Certes, il existe une très grande diversité des modalités de ces interventions. Certaines agissent sur un plan international au nom de l'aide. Mais ces actions sont multiples et peuvent se décliner très diversement allant de jumelages « à taille humaine », à des actions plus thématiques liant des structures similaires au Nord et au Sud (exploitations agricoles, corps de métier, hôpitaux) jusqu'à de vastes aides budgétaires d'Etat à Etat.

Ces actions de développement doivent aussi être distinguées par leurs modalités d'actions. Si certaines agences œuvrent de diverses façons institutionnelles avec des budgets réguliers et alloués par des instances internationales et rémunèrent – souvent très bien - leurs employés pour ces actions « humanitaires », d'autres associations sont fondées sur le bénévolat et des relations de proximité voire des connivences professionnelles et amicales.

Ce monde du « développement » est donc multiple et protéiforme, subsumant des relations entre des Etats, des institutions et divers secteurs de l'Etat jusqu'à des systèmes réticulaires liant de multiples secteurs de ce que l'on nomme la « société civile ».

Ces diverses échelles d'interventions construisent des liens bien différents entre les « donateurs » et les « bénéficiaires » des aides et des flux pécuniaires, techniques ou humanitaires. En effet, si l'accueil d'un enfant malade ou le soutien à un village ou une école restent dans une sorte de proximité affective induisant une continuité de l'action, il n'en va pas de même des plus vastes orientations de développement où une large partie des relations d'entraide échappe à tout réel schéma organisateur. Par ailleurs, « l'aide » signifie toujours plus qu'elle-même. Aider un pays signifie créer des liens utilisables en d'autres domaines. Aider un secteur n'est souvent pas dénué d'intérêts plus ou moins immédiats. Promouvoir certaines actions revient aussi, implicitement, à valoriser certaines valeurs « éthiques » et sociales...

Le développement correspond toujours, de ce point de vue, à des densités de flux économiques et idéologiques que parcourent, selon de multiples lignes de forces et de pouvoirs, diverses « concurrences » allant des jeux d'influences entre différents pays à des compétitions entre des organismes similaires.

Cette concurrence joue un rôle important, dont on ne peut ici qu'esquisser les grands effets. Comme toute concurrence, on peut penser qu'elle joue – en première approche – au bénéfice des receveurs de l'aide, puisqu'elle leur permet de sélectionner des offres plus pertinentes. Mais peu ou mal régulées, ces rivalités ont toutefois des effets négatifs majeurs. Elles induisent souvent des incohérences ou des ruptures entre les projets d'aide, mal coordonnés, voire tout simplement porteurs de modèles contradictoires.

Cette concurrence place la finalité des actions non pas tant par rapport à l'attente légitime des bénéficiaires finaux, que par rapport à ce que le marché des commanditaires perçoit. Autrement dit « l'agenda » des bailleurs et la façon dont ils pensent leurs priorités se surimpose souvent à la réalité des terrains.

Enfin, la concurrence s'accompagne de son compagnon inéluctable que sont les effets de « mode » qui marquent fortement le marché de l'aide. Or ces modes ont aussi pour effet de donner une place considérable à des slogans de gestion - sortes d'abrévés d'un efficace lié au bien et au vrai - qui sont loin de tenir compte des complexités sociologiques et économiques de chaque contexte. Ces écarts entre les univers narratifs du développement et la complexité des contextes d'intervention, construisent un ensemble de liens complexes entre les programmes et leurs mises en œuvre et quelques « traits » caractérisent largement la diversité de ces « actions de développement » :

1. Elles sont instables

Autrement dit, elles varient régulièrement quant à leurs options et leurs stratégies.

Ainsi dans le domaine de la santé on est « passé » des soins de santé primaire qui devaient assurer la santé pour tous en l'an 2000, à une politique de recouvrement des coûts (initiative de Bamako), à des exemptions de paiement aux points de contact, et aux Objectifs de Développement pour le Millénaire (OMD), puis, actuellement aux Objectifs du Développement Durable (ODD) qui, pour la première fois, concernent aussi les pays développés.

Dans le secteur de l'éducation, de semblables « navigations », mêlant l'erratique au stratégique, ont fait « passer » des politiques de soutien aux langues nationales à des propositions de « doubles vacations » pour les personnels enseignants, ou des écoles « communautaires » puis, dans l'air du temps, « environnementales ».

Dans certains domaines plus précis, comme celui de la PF, on est « passé » de l'option d'une « réduction de la natalité », à un « espacement des naissances » ou à la promotion de la contraception...

2. Elles sont à la fois cumulatives et « amnésiques ».

Ainsi, pour reprendre les exemples précédents, aucun programme n'a été élaboré pour s'interroger sur les devenir des anciens personnels dans les nouveaux dispositifs sanitaires, ou sur les effets localement et très concrètement produits par ces changements d'orientations.

De même, on s'est peu préoccupé de savoir ce que devenaient les anciennes structures mises en place : fonds de roulement des dispensaires, caisses des hôpitaux, toilettes expérimentales, lampadaires reliés à des fosses septiques ...

« Du passé faisons table rase » pourrait être la loi implicite de cette succession de programmes. Sauf que, autre slogans, « si les programmes se succèdent, les populations restent » et doivent gérer un passif souvent complexe.

3. Elles sont plurielles et parfois souvent contradictoires

Plusieurs formes de contradictions peuvent être observées. Dresser une typologie de ces actions « adverses » serait utile. Nous ne prendrons que quelques exemples.

Ces actions peuvent être contradictoirement concomitantes. Ainsi, au moment où certaines interventions soulignaient la nécessité d'asseoir la pérennité les actions de santé sur un recouvrement des coûts et la participation financière des populations, d'autres s'attachaient à promouvoir une gratuité des soins afin de permettre l'accès de tous aux services de santé...

Elles peuvent aussi être « localement » contradictoire. Ainsi des actions d'apprentissage dans les langues nationales peinaient à se réaliser dans des espaces multilingues où l'idiome utilisé témoignait et « construisait » une appartenance « ethnique »...

Concernant les « bénévoles » agissant dans les villages, certains agents de « santé communautaires » peuvent être aussi des « agents vétérinaires » et parfois d'alphabétisation... cherchant ainsi à tenir un rôle de « délégué » aux affaires extérieures de leur collectivité. Ces acteurs devenant ainsi de véritables « courtiers en développement » (Olivier de Sardan 1997). Elles peuvent encore être « cognitivement » contradictoire, comme lorsque faute d'information – ou à cause d'une mauvaise information – la succession proche de campagnes de vaccination et de lutte contre le paludisme laisse penser aux populations qu'elles sont vaccinées contre le paludisme.

4. Elles sont « ciblées » et segmentées

Les « actions de développement » sont, le plus souvent programmées sur des modèles d'interventions « militaires » usant pour cela de techniques stratégiques et programmatiques idoines. Le monde social est décomposé en « objectifs », « cibles » et « populations » que doivent atteindre spécifiquement diverses actions « verticalisées » (programme attelage, programme sida, programme cécité...).

Ces procédures segmentées sont parfois nécessaires à l'action, mais elles construisent aussi la fiction d'un monde qui pourrait être « découpé » selon diverses thématiques sectorielles - la santé, l'agriculture, l'éducation, la justice – et à l'intérieur de ces programmes selon des segmentations « comportementales » : port du préservatif, usage de la moustiquaire, allaitement exclusif...

Tout ici s'oppose à la fluidité réelle des conduites humaines, faisant, pour ne prendre qu'un exemple, qu'une femme allaitante est une mère mais aussi une agricultrice qui parfois doit aller aux champs et qui pour cela confie son nourrisson à une autre enfant qui, bien sûr, lui donnera de l'eau à défaut de lait maternel...

Par ailleurs, dans ces procédures sont largement oubliées les dimensions du sens – religion, valeurs éthiques, significations accordées aux paysages, à la vie... - et qui pourtant structurent les mondes sociaux. Ainsi la planification familiale qui se présente comme un discours sur la fécondité est-elle englobée et fait l'objet de multiples débats portant sur les formes de sexualités et des actes légitimes aux yeux des normes familiales, religieuses et politiques. Y résonne les questions sur le droit à l'avortement médicalisé, la contraception et de la sexualité hors mariage ? Et que dire des homosexualités ?

Pour le dire simplement, ces programmes pensent le monde selon un modèle éthologique bien éloigné de la complexité des conduites sociales négociant entre de multiples contraintes souvent adverses et cherchant à donner sens à leurs gestes.

Les choix techniques sont le plus souvent implicitement liés à des choix normatifs, sociaux et politiques.

5. Ces actions sont encore largement orientées du Nord vers le Sud

Elles sont souvent construites selon un implicite « universaliste » construit et articulé par des « doctrines », « concepts » et « slogans » constituant l'univers partagé des institutions de développement. Qu'il suffise de souligner quelques notions - « penser globalement », « *evidence based* », « modélisation » - laissant croire que des choix effectués dans certains contextes seraient simplement transposables dans d'autres.

Selon cette « fiction », parfois nécessaire pour agir, mais aussi largement technocratique, le monde social et les divers univers culturels des populations ne sont que les « réceptacles » des programmes.

Les buts des programmes sont présumés les plus rationnels et « avantageux » pour les « communautés ». Les choix et les conduites des populations n'étant, quant à eux, souvent perçues qu'au travers de notions incertaines évoquant des « obstacles culturels » ou des « comportements » à modifier. Ces actions sont largement *top down* - même si quelques programmes de *Community Driven Development (CDD)*, initiés par la Banque mondiale se veulent *bottom up* - tâchant de faire entrer le réel dans quelques schémas et catégories naïves préétablies - tableaux stratégiques, cadre logique, plans préconstruits, arbres logiques...- réduisant le « réel » des sociétés à n'être que le décor accessoire des « programmes ».

Certes, les propositions de ces programmes de développement sont souvent positives : dormir sous moustiquaires, réduire le nombre de maternités par femmes, vacciner les enfants... Mais elles segmentent le réel en autant de comportements discontinus et ne s'interrogent pas sur les spécificités culturelles et raisons d'agir des acteurs. Par exemple, comment dormir sous moustiquaire dans des pièces surchauffées (Jaffré 2012) ? Comment réduire le nombre de ses enfants sans prendre le risque d'être seul pour affronter les aléas du grand âge (Jaffré 2016) ? Comment utiliser les préservatifs dans des relations matrimoniales asymétriques (Fay 1999) ?

La circulation de ces modèles de développement est orientée du Nord vers le Sud de façon univoque ce qui leur permet de s'afficher parfois comme étant « sans frontières », leurs agents bénéficiant d'un passeport leur assurant une large et libre circulation.

Loin d'être tout à fait universelles, les notions diffusées empruntent aussi à la culture politique propre des experts impliquées dans le projet (US, français, allemand, japonais, etc.). Rien n'est ici pensé des emprunts civilisationnels multiples et des circulations de modèles sociopolitiques, scientifiques et techniques dans des mondes contemporains multipolaires.

Au risque de « durcir un peu le trait », nous pouvons aisément résumer ce qui précède en soulignant que la compréhension que les experts étrangers – mais parfois aussi autochtones - ont des cultures locales repose le plus souvent sur des descriptions stéréotypées des comportements souvent décrits non selon leurs cohérences propres, mais souvent naïvement dans une simple comparaison avec des conduites relativement similaires observées dans des pays développés. Ces clichés reposent sur une généralisation (non-vérfiée) des comportements, tandis qu'une compréhension de la manière dont les comportements « font sens de l'intérieur » d'une culture, permettrait de mieux en appréhender les logiques. Par exemple, on s'étonnera des dépenses faites pour un enterrement dans certains pays de « la Côte » alors qu'en Europe ces pratiques funéraires sont, en grande partie, déléguées à des entreprises et négociées quant à leur coût, sans s'interroger sur les fonctions sociales de ces cérémonies, ni éventuellement sur les usages sociaux de ces formes économiques ostentatoires au Sud comme au Nord.

Ils ne disposent pas non plus d'éléments pour distinguer ce qui, dans les cultures qu'ils décrivent souvent comme étant homogènes (les bambara, les senoufo, voire « les maliens » pensent que...), est en train de changer et ce qui tend à perdurer sur la longue durée.

Cette sorte d'ignorance pour la culture de l'autre relève probablement d'un double aspect :

- Tout d'abord, il existe, de façon globale un certain désintérêt pour des cultures, jugées à la fois complexes et vouées à s'étioler – à disparaître ? – sous les avancées de la modernité. Par exemple, il est courant de désigner des langues africaines parlées par plusieurs millions de locuteurs – souvent bien plus que certaines langues européennes - comme des « dialectes ». La méconnaissance est ici souvent proche d'une vision péjorative de l'autre, et d'une sorte de « darwinisme culturel » latent, qui pose la perspective de la convergence des sociétés vers un modèle culturel universel ou l'idée d'une convergence culturelle générale (*par exemple, le cas de l'initiative de Princeton qui promeut une vision universelle de la gouvernance américaines : <http://successfulsocieties.princeton.edu/>*).
- Par ailleurs, la socio-anthropologie, qui aurait pu ou dû apporter des éléments de compréhension de ces dynamiques sociales, est elle-même en cause dans ce désarroi.
- Au cours des dernières décennies, même si diverses associations « savantes » - comme l'APAD ou AMADES - ont tenté de construire un espace scientifique de réflexion, la place de la socio-anthropologie dans les programmes de développement reste souvent réduite à l'image d'un consultant ou d'une ONG exposant un modèle convenu et simpliste du changement social, associant des « messages », des « sensibilisations », des « personnes ressources » et des « leaders d'opinion » ... Ces modèles frustrés, pourtant partout présents, ne relèvent pas plus de la sociologie que l'astrologie n'avait à voir avec l'astronomie.

Quelques principes simples pour une réflexion qui enrichisse l'action

Nous proposons donc quelques axes de réflexions, ou de réflexions pour l'action.

- Commençons par une proposition élémentaire dite de Chesterton : « Pour enseigner les mathématiques à John, il faut connaître John ». Si l'on veut introduire des innovations, peut-on le faire sans s'intéresser aux logiques sociales préexistantes ? Les projets et leurs experts interprètent les « résistances au projet » soit comme une simple résistance des intérêts établis, soit comme une inertie des habitus. Bien sûr ces intérêts établis et ces pratiques incorporées constituent des structures de réception des innovations proposées. Mais bien d'autres dimensions, historiques et sociales sont à prendre en compte. Dans la mesure où l'aide prétend apporter des innovations, en faveur d'un bien-être économique et social, qu'elle se propose d'« apprendre quelque chose » aux sociétés locales, il est étrange qu'elle ne s'intéresse pas aux sociétés locales ou du moins à leur culture.
- Tout « projet » consiste en un changement social, pourtant rarement pensé comme tel dans sa mise en œuvre. Les apports « techniques » - les aspects les plus matériels autant que les aspects organisationnels – sont porteurs de changements sociaux et économiques, de remises en cause des positions, des jeux de pouvoir et d'intérêts, de doutes et d'incertitudes.

Cependant, de nombreux projets sont menés sans une connaissance minimum du contexte d'accueil. Une illustration éclatante en est offerte dans un film réalisé au cours d'un projet d'électrification à Nioro-du-Sahel¹.

¹ Christian Lallier, *Nioro du Sahel, une ville sous tension*, Europimages. Voir également Alain Henry, « La générosité ne suffit pas : Nioro du Sahel, les raisons d'une discorde », in Michaïlof, S. (éd.), *A quoi sert d'aider le Sud ?*, Economica, octobre 2006.

L'ONG en charge du projet ne perçoit pas les déséquilibres sociaux qu'elle provoque au travers d'un projet qu'elle imagine purement « technique ». De lourds malentendus émergent, faisant surgir des conflits entre l'ONG et les autorités locales. Les parties s'affrontent, par exemple, lorsqu'il s'agit de décider quels seront les premiers raccordés au nouveau réseau (donnant lieu à de nombreux jeux d'influences en ville). Puis certains chefs de famille possédant un moteur électrogène privé dont ils font « profiter » leurs voisins, refusent d'utiliser des compteurs collectifs (l'installation de compteurs individuels n'est pourtant guère possible du fait du coût d'un compteur). Nul n'a anticipé le fait que le changement d'un outil technique implique des conséquences sociales : du moteur au compteur, le mode de contrôle et de répartition des consommations entre voisins change ainsi que certains flux pécuniaires. Les mécontentements sur les choix du projet, recouvrent, en fait, des dimensions politiques locales concernant la maîtrise et la distribution d'un bien public diversement « privatisé ». Tandis que le projet met la ville en émoi, l'équipe française doit renoncer à la réalisation du projet. La méconnaissance sociologique du contexte fut, en ce cas, comme en bien d'autre, déterminante.

- Cette ignorance de « l'autre » rejoint la question d'une certaine responsabilité éthique. Les changements introduits par des projets peuvent souvent construire d'autres équilibres – ou déséquilibres – dans les bénéficiaires.

Ces aspects sont souvent minorés lors du déroulement du projet. Mais, lorsque celui-ci prend fin, ou que la « mode » qui le rendait légitime change, on peut assister à la fois à la désertion des formes sociales portées par le projet, mais aussi à l'impossibilité de revenir aux anciennes régulations. La porte est alors ouverte à de multiples luttes d'influences et à divers intérêts prédateurs nationaux...

Les projets développés dans le domaine agricole (construction des retenues d'eau, mise en place de parcelles irriguées, changements de cultures, etc.) se sont souvent traduits par une redistribution du foncier, et surtout par un affaiblissement des régulations traditionnelles, comme on a pu le voir dans la vallée du fleuve Sénégal². A une institution séculaire, le maître des terres, démocratiquement élu, garant de la répartition des terres, mais déclaré inapte par le « projet », celui-ci a substitué un assistant technique et ses registres techniques. Mais une fois le projet « achevé », l'assistant technique reparti, et le maître des terres destitué, les terres ont été laissées à la merci des prédateurs, politiques ou fonctionnaires étrangers à la vallée. La difficulté à maîtriser les nouvelles techniques agricoles, le manque d'entretien des pompes, les tensions interpersonnelles que cette nouvelle gestion provoque, ont conduit à l'épuisement des bras et des volontés. Une vallée autrefois prospère a pris peu à peu des allures de paysage abandonné.

- La culture n'est donc pas un simple paysage (une toile de fond) devant lequel seraient posées des institutions aux logiques universelles : la culture est en réalité le matériau (*brick and mortar* disent les anglais) avec lequel les institutions se construisent. Les programmes d'aide qui visent le renforcement des capacités institutionnelles des pays du Sud supposent nécessairement une adaptation des schémas institutionnels aux contextes culturels nationaux.

Ces « ensembles contextuels » sont, par ailleurs, complexes. Mêlant des registres temporels variables. Plus qu'un ensemble il s'agit d'agencements sectoriels articulant des pouvoirs, des mémoires, des relations de genre ou de générations... autour de problèmes.

Les experts, souvent expert en un domaine technique mais non pour un contexte, ont bien des difficultés à éclairer les interactions entre les programmes de développement et ces agencements locaux. Par exemple, parmi les multiples sources d'influence sous-jacente à une aire culturelle, ils ne savent guère comment distinguer ce qui résulterait d'une matrice historique, d'une cause immédiate relativement proche ou encore d'une évolution récente.

² Sophie Caratini, *Les sept cercles, une odyssée noire*, Ed. Thierry Marchaisse, 2015.

Par exemple, comment penser les dysfonctionnements hospitaliers sans s'interroger sur l'introduction de la médecine par les services des grandes endémies qui définirent des actions pour « les masses » mais ne purent s'interroger sur le singulier de la souffrance ?

Comment penser la question de la santé maternelle sans articuler les temps longs des religions, les asymétries de pouvoirs entre les genres et les nouvelles mondialisations des émotions et des scénarii érotiques mondialisés (Jaffré & Suh, *ibid* 2016) ?

Face aux résistances, d'aucuns interrogent les « résistances au changement », généralement lues comme le fait d'intérêts plus ou moins cachés qui veillent à défendre le statu quo ou d'hypothétiques « traditions ».

Mais, très largement le « développement » est lié à la façon dont des innovations techniques circulent et sont diversement appropriées selon des lignes de force qui composent des agencements localisés.

De ce fait, de nombreux programmes de développement ne survivent pas à la « fin du projet », et au départ des experts. A l'inverse, la mondialisation des marchés et certains mots d'ordre de l'aide produisent des basculements en masse des comportements, auxquels ni les individus ni les sociétés ne sont vraiment préparés.

Qu'il suffise d'évoquer ici les liens entre des structures familiales importantes et la taille des logements, les nouvelles identités urbaines et la scolarisation produisant de nouvelles périodisation des âges – jeunesse, adolescences, vieillesse urbaine – sans que des systèmes de sens et des infrastructures puissent humainement accompagner ces mutations...

Le « décrochement » entre la maturité physique et l'âge au mariage est sans aucun doute un des facteurs des avortements en Afrique. Mais quels discours éthiques accompagnent ces parcours de jeunes filles ? Quels discours religieux et politiques ont le courage de parler des avortements et de la mort de ces jeunes filles ? Quels dispositifs techniques sont mis en place pour assurer des avortements médicalisés ?

La mondialisation entraîne des modifications d'autant plus radicales que les sociétés du Sud en sont souvent plus les réceptrices que les productrices. Une nouvelle fois, pour ne prendre qu'un exemple, c'est ainsi qu'au Cambodge, l'accouchement est passé ces quinze dernières années de la sphère privée (maison, espace familial) à la sphère publique (hôpital, espace médical), nécessitant une formation rapide de nombreuses sages-femmes dans le pays. Aujourd'hui, la quasi-totalité des accouchements du Cambodge ont lieu dans un centre médicalisé mais avec des sages-femmes qui ne délivrent pas toujours un service de qualité qui puisse répondre aux normes fixées par les institutions internationales. Le Cambodge a donc basculé en quelques années dans l'excès inverse : une « hyperbiomédecinisation » « de façade » massive des accouchements, induisant parfois une pathologie iatrogène là où il n'y en avait pas.

Terrains et données empiriques : les leçons du *bottom up*

Implicitement de nombreux acteurs du développement orientent leurs programmes en présupposant que les populations agiraient selon une sorte de « théorie des choix rationnels ». Comme si le choix du « développement » était « le meilleur choix ». Ils oublient, de ce fait, que toute technique est implicitement un choix social et culturel fait à la fois par les « développeurs », mais aussi par les « récepteurs » des projets qui bien évidemment ne sont pas de simple récepteurs passifs.

Plus qu'à la simple « communication d'innovations » on a donc à faire avec des interfaces complexes qu'il faut décrire et analyser.

De ce fait, penser ces liens complexes, à la fois économiques, culturels, politiques et religieux, implique :

- De réfléchir aux articulations variables entre des dynamiques du dedans et du dehors de diverses « sociétés ».

- De penser les modalités de circulation des idées, des modèles et des innovations sociales dans un monde qui n'a plus de centre. Le modèle étant ici plus celui du rhizome que d'un centre dispersant ses savoirs et techniques.

La question devient alors quelles sont les modalités d'appropriation d'innovations de sociétés et sociétés.

Mais, plus que de grands discours, il est indispensable de réfléchir à partir d'exemple concrets. De documenter empiriquement cette question, d'en proposer une ethnographie.

Nous réfléchissons brièvement à partir de quelques domaines « prioritaires » dans les actions de développement - la santé, l'éducation et le micro crédit – en analysant pour chacun de ces domaines, comment s'y articulent des dimensions techniques, des systèmes de sens, des rapports sociaux et des dimensions économiques.

1. La santé

En septembre 2000, les dirigeants du monde entier se sont basés sur une décennie de conférences et de sommets des Nations Unies pour adopter la Déclaration du Millénaire de l'Organisation des Nations Unies. Cette Déclaration encourage les nations à s'engager en faveur d'un partenariat mondial et fixe huit objectifs : les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Parmi ceux-ci, l'OMD 5 : « Améliorer la santé maternelle » repose sur 6 indicateurs³: Taux de mortalité maternelle ; Proportion d'accouchements assistés par du personnel de santé qualifié ; Taux de contraception ; Taux de natalité parmi les adolescentes (15-19 ans) ; Couverture des soins prénatals (au moins une visite et au moins quatre visites) ; Besoins non satisfaits en matière de planification familiale.

Comme nous l'évoquions précédemment, les injonctions mondiales ont eu de fortes conséquences sur la santé maternelle au Cambodge et le pays connaît aujourd'hui des changements récents et massifs en termes de biomédicalisation de l'accouchement. Ainsi, l'indicateur « Proportion d'accouchements assistés par du personnel de santé qualifié » a été fortement amélioré en très peu de temps. En 2000, seules **10%** des femmes accouchaient dans un centre médicalisé au Cambodge ; elles sont **83%** en 2014 (National Institute of Statistics, Directorate General for Health (Cambodia), et ORC Macro 2001) (National Institute of Statistics, Directorate General for Health, et ICF Macro 2015). Avec cette biomédicalisation accrue de l'accouchement, les hôpitaux doivent faire face à une forte augmentation de leur activité. A titre d'exemple, l'hôpital Calmette de Phnom Penh a vu son nombre d'accouchements par an passer de **3000** à **10 000** entre 2003 et 2014, avec de nombreuses difficultés pour faire face à cette augmentation rapide, notamment d'un point de vue des infrastructures et du personnel de santé. Dans ce contexte, la pratique de la césarienne a, elle aussi, évolué de façon considérable. A l'hôpital Calmette, le taux de césarienne est passé de 11% à 30% entre 2000 et 2014. L'OMS recommande un taux de césarienne optimal autour de 10%⁴ (Organisation mondiale de la Santé 2015) ; ce taux a été dépassé à Phnom Penh dans de nombreuses structures dès 2003 et il ne cesse d'augmenter depuis. Si le Cambodge n'est pas le pays de la sous-région avec le taux de césarienne le plus élevé (42% au Viêt Nam, 48% en Chine), il a été démontré que c'est le pays où ce taux augmente le plus fortement à l'année (+17% par an) (Vogel et al. 2015).

³ On trouvera une liste complète des objectifs, cibles et indicateurs à l'adresse suivante : <http://mdgs.un.org>.

⁴ Il a été montré qu'au-delà d'un taux de césarienne de 10% au niveau de la population, l'accès à la césarienne ne permet plus de diminuer la mortalité maternelle (Vogel et al. 2015). Il a été montré aussi que les césariennes réalisées sans indication médicale entraînent une forte morbidité maternelle, notamment plus de morts maternelles, plus d'hémorragies, plus de transfusions (Lumbiganon et al. 2010), plus d'infections (Srun et Goyet 2013), plus de dépressions et plus de douleurs à 3 mois (Chang et al. 2015).

Cette augmentation du taux de césarienne de 300% en une dizaine d'années dans cette structure hospitalière s'effectue par la rencontre d'une offre obstétricale et d'une demande qui se développent aujourd'hui dans la capitale. D'une part, certaines demandes sont formulées avant la mise en travail : le choix de la date, le fait qu'un accouchement par voie basse porte bonheur (influence chinoise), l'idée que la césarienne est plus sûre pour l'enfant et pour la maman, et le souhait de protéger le périnée de la femme. Les principales raisons évoquées pendant le travail sont la peur et la douleur.

On peut donc observer ici qu'une technologie biomédicale mise en place en ayant pour objectif premier de sauver des vies maternelles et fœtales va être « détournée » de son objectif médical initial pour répondre à des attentes sociales. Le souhait de protéger le périnée des femmes est particulièrement explicite à ce niveau. Les représentations du corps au Cambodge, basées entre autres sur une symbolique des humeurs corporelles, amènent les femmes et les hommes à penser que le vagin est élargi après un accouchement par voie basse, avec l'idée forte que le plaisir sexuel masculin est diminué lorsque le vagin est large. Dans un contexte de changement de modèle familial dans le Cambodge contemporain, avec des influences nationales et internationales, le « capital sexuel » des femmes et leur capacité à satisfaire leur mari sexuellement est primordial. Ainsi, la pratique biomédicale de la césarienne, par sa possibilité de « court-circuiter » le passage par le périnée, va être sollicitée par les couples, afin de protéger leur sexualité.

L'usage des échographies, tout comme la césarienne, semble détourné de sa fonction première médicale en objet de réponse à un « malaise » social. Les femmes rapportent en moyenne avoir pratiqué une dizaine d'échographies pendant leur grossesse. Il nous semble ici que le recours à l'échographie cherche à combler un manque d'information, un vide relationnel. Mais dans ce contexte de consumérisme médical, les « réponses échographiques » à ces angoisses semblent plus majorer une peur présente qu'apporter une réponse apaisante.

2. L'éducation

De nombreuses modalités d'appropriation des univers scolaires construisent aussi des formes de « dérives » des buts initiaux aux réalisations effectives.

C'est ainsi que l'école a pu être refusée parce qu'elle n'offrait pas de réel débouchés aux enfants mais, en revanche, les éloignait des pratiques agricoles. (XX référence)

3. Le micro-crédit

Nous prendrons, un simple exemple de micro crédit *versus* dimensions locales de l'économie.

A Sao Tomé (130 000 habitants), entre 1997 et 2000, le programme de micro-crédit sur une base mutualiste soutenu par la France n'a pas fonctionné en société dominante créole (*Forros*) ainsi que dans les plantations cacaoyères (*roças*) démembrées sur ce modèle⁵, par individualisme et absence de solidarité entre membres d'associations créées de toutes pièces dans un milieu qui ne s'y prêtait pas par son histoire, celle de *latifundia* nationalisées après l'indépendance pendant la période marxiste, de 1975 à 1990.

Cette attitude, correspondant à une société peu solidaire où les individus se méfiaient des associations en dehors des confréries religieuses traditionnelles, entraînait un taux de remboursement anormalement bas pour cette activité (descendant jusqu'à 55% en 1999), destinée principalement à des femmes commerçantes, mais qui visait à développer aussi bien la production agricole que la pêche pour une consommation locale urbaine.

⁵ Voir sur ce point François Gaulme, « Sao Tomé dix ans après la démocratisation ou les apories d'un libéralisme systématique », *Lusotopies 2000*, pp.47-58.

Ce taux était en revanche de 95 à 98%, soit un résultat du même ordre que ce que l'on constatait alors partout ailleurs en Afrique francophone, chez les 5 000 « Angolares », la minorité de pêcheurs de langue africaine de l'île de Sao Tomé à organisation lignagère. Mais l'ensemble de l'expérience ayant dû être stoppée du fait de son déficit global en 2000, ces nuances sociétales et culturelles, si frappantes pourtant sur des îles aussi petites que Sao Tomé et, plus encore, Principe, n'ont pas été prises en compte par les bailleur de fonds qui, se limitant à refermer prudemment un dossier qui les embarrassait à juste titre par son échec financier et donc stratégique, n'ont pas cherché pour autant à tirer véritablement les leçons de cette expérience décevante⁶.

Globalement, on retrouve ici des questions touchant « au marché » (XX) soulignant que partout la sphère économique, inclut des catégorisations sociales comme, par exemple, la confiance comme structure de l'échange, ce que sont les biens désirables et légitimes ou les distinctions entre la « pauvreté » et le « pouvoir-richesse ».

Par ailleurs si une part de l'économie est régie par les lois de l'échange, dans toutes les sociétés, fonctionne un autre « circuit » fondé sur des économies du don et du contre-don, sur des dépenses qui se doivent d'être ostentatoires, et diverses formes de solidarités plus ou moins contraintes. Cette solidarité « en acte » est souvent liée à la dépense immédiate d'argent ou de force de travail et non à l'accumulation d'un « capital de sécurité ».

Enfin, la notion de confiance, indispensable à l'économie est souvent liée à diverses « fiduciarités » locales (parole donnée, présence du tiers, etc.) plus qu'à l'opacité anonyme de l'écrit.

Tout ceci est très visible par exemple, dans des cas où des conversions religieuses permettent d'accéder à du crédit sans intérêt (ex wahabite, Cf Emmanuel Grégoire).

Ce qui résonne, et se joue « en vrai » sous les formes diverses de mise en fiction du développement

Quels enseignements tirer de ces quelques matériaux empiriques ?

- (1) Nécessité de tenir compte de la culture, mais pas de définition simple de la culture : ensembles sémantiques segmentées, contradictions et pouvoirs, variations d'échelles laissant apparaître divers réseaux, etc. (à définir de Mead à Weber à Appadurai).
- (2) Plutôt des cultures : manières spécifiques de résoudre des problèmes et façons dont des ensembles humains donnent sens à leurs actes.
- (3) La culture peut être à la fois une structure englobante « large », mais aussi des secteurs spécifiques avec des formes d'autonomie relative : relation entre l'individu et le groupe (culture politique), la conception du corps (santé, sexualité...), culture alimentaire ...
- (4) Nécessité aussi de parler des cultures internes (classes, sous-cultures techniques, visions des vaincus, etc.).
- (5) Nécessité de parler de la « culture » des différentes agences de développement, très gros problème pour l'harmonisation exigée par la Déclaration de Paris.
- (6) Question des pouvoirs et de leurs infinies variations selon les enjeux (Micro histoire...).
- (7) Question des identités plurielles/ multi appartenance / empilement normatifs qui orientent et explique les conduites des acteurs.
- (8) Questions du sens/sémantiques sociales & religions : ici articulation très variables avec ces univers socio-techniques.

Les usages culturels et les modalités de leurs appropriations : la mondialisation comme traduction

La question n'est sans doute pas tant de s'interroger sur les dimensions culturelles et religieuses du développement que de s'interroger sur la façon dont la mondialisation juxtapose des « implicites » qui sous-tendent les choix techniques, éducatifs, sanitaires et financiers.

Le but étant de passer d'une « mutuelle ignorance » à une meilleure intercompréhension.

⁶ Éléments provenant d'enquêtes personnelles, F. Gaulme, îles de Sao Tomé et de Principe, février 2000.

La question est donc celle des articulations : ajustements ou « jeux », voire disjonction entre ces divers horizons de soi et des groupes sociaux.

Faut-il du développement et lequel ? Les apports du Sud ?

L'actualité montre que les sociétés ne cessent chaque jour de se dissocier en cultures nouvelles et spécifiques. En Asie, notamment le Japon, la Corée ou encore la Chine ont montré que les sociétés peuvent absorber les bouleversements de la modernité, mais « de l'intérieur » selon des formes sociales propres à leur culture.

On peut proposer une posture intermédiaire, ni totalement relativiste qui ne s'adresserait qu'à la spécificité de chaque pays, ni soumis à l'idée de la convergence des cultures vers un modèle universel. Il s'agit de solliciter un changement qui se produit par l'influence externe et par des réappropriations internes.

Enfin, Levi-Strauss note que la modernité peut se résumer à trois grands bouleversements : a) la multiplication par 100 du pouvoir énergétique individuel (comme si chacun de nous disposait de 100 esclaves de l'époque romaine), b) la multiplication par deux de la durée de vie, et enfin c), la capacité de mise en relation quasi-immédiate de chacun avec tout humain autour de la planète. En gros il s'agit d'un progrès disponible au Nord et pas au Sud.

N'oublions pas qu'on ne peut imaginer un « développement » du monde sur le mode du fonctionnement global des sociétés du Nord. La planète ne le peut pas.

Reste donc à inventer...

Quelques références

Chang, Shiow-Ru, Kuang-Ho Chen, Hong-Nerng Ho, Yeur-Hur Lai, Ming-I. Lin, Chien-Nan Lee, et Wei-An Lin. 2015. « Depressive Symptoms, Pain, and Sexual Dysfunction over the First Year Following Vaginal or Cesarean Delivery: A Prospective Longitudinal Study ». *International Journal of Nursing Studies* 52 (9): 1433-44. doi:10.1016/j.ijnurstu.2015.04.019.

Douglas, Mary. 1967. *De la souillure. Essai sur les notions de pollution et de tabou*. Paris: Éd. la Découverte & Syros.

Fay, Claude, 1999 ed. -- Le sida des autres. Constructions locales et internationales de la maladie. La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube/IRD, 183 p. (« Autrepart. Les cahiers des sciences humaines » 12)

Fontaine L., 2014, Histoire du Marché, Paris, NRF Gallimard

Hakim, C. 2010. « Erotic Capital ». *European Sociological Review* 26 (5): 499-518. doi:10.1093/esr/jcq014.

Henry, Alain, « La générosité ne suffit pas : Nioro du Sahel, les raisons d'une discorde », in Michailof, S. (éd.), A quoi sert d'aider le Sud ?, Economica, octobre 2006

Jaffré Y., 2012 Toward an anthropology of a public health priority : maternal mortality in four obstetric services in West Africa, USA, Wiley Blackwell, *Social Anthropology*, (2012) 20, 1, 3–18

Jaffré Y et Suh S., 2016, Where the lay and the technical meet : : using an anthropology of interfaces to explain persistent reproductive health disparities in West Africa despite health programs, *Social Science and Medicine*, sous press

Lumbiganon, Pisake, Malinee Laopaiboon, A Metin Gülmezoglu, João Paulo Souza, Surasak Taneepanichskul, Pang Ruyan, Deepika Eranjanie Attygalle, et al. 2010. « Method of Delivery and Pregnancy Outcomes in Asia: The WHO Global Survey on Maternal and Perinatal Health 2007–08 ». *The Lancet* 375 (9713): 490-99.

Mondiale de la Santé, Organisation. 2015. « Déclaration de l'OMS sur les taux de césarienne ». <http://apps.who.int/iris/handle/10665/161443>.

National Institute of Statistics, Directorate General for Health (Cambodia), et ORC Macro. 2001. *Cambodia Demographic and Health Survey 2000*. Phnom Penh, Cambodia and Calverton, Maryland, USA.

National Institute of Statistics, Directorate General for Health, et ICF Macro. 2015. *Cambodia Demographic and Health Survey 2014*. Phnom Penh, Cambodia and Calverton, Maryland, USA.

Olivier de Sardan J.-P., 1997, Anthropologie et développement, Paris, Karthala

Schantz, Clémence, Kruey Leang Sim, Ek Meng Ly, Hubert Barennes, So Sudaroth, et Sophie Goyet. 2015. « Reasons for Routine Episiotomy: A Mixed-Methods Study in a Large Maternity Hospital in Phnom Penh, Cambodia ». *Reproductive Health Matters* 23 (2015): 68-77. doi:10.1016/j.rhm.2015.06.012.

Srun, Sok, et Sophie Goyet. 2013. « Surveillance of post-caesarean surgical site infections in a hospital with limited resources, Cambodia ». *The Journal of Infection in Developing Countries* 7 (08).

Vogel, Joshua P, Ana Pilar Betrán, Nadia Vindevoghel, João Paulo Souza, Maria Regina Torloni, Jun Zhang, Özge Tunçalp, et al. 2015. « Use of the Robson Classification to Assess Caesarean Section Trends in 21 Countries: A Secondary Analysis of Two WHO Multicountry Surveys ». *The Lancet Global Health* 3 (5): e260-70. doi:10.1016/S2214-109X(15)70094-X.